



UNE SEMAINE EN HAÏTI

L'hebdomadaire du Collectif Haïti de France

Une rédaction d'Alterpresse ... avec le soutien de la Fokal

N°1375

30 janvier 2019

- **Haïti régresse de 4 places dans le classement mondial 2018 de Transparency International**
- **Alerte sur la dégradation de la situation socio-économique d'Haïti**
- **Insécurité : Sept policiers tués en moins d'un mois, selon la PNH**
- **Plaidoyer du REPT en faveur d'une éducation « de qualité, inclusive et équitable »**

>> Haïti régresse de 4 places dans le classement mondial 2018 de Transparency International

La république d'Haïti a régressé de 4 places dans le rapport annuel 2018 sur l'Indice de perception de la corruption (IPC) dans le monde, publié cette semaine par l'organisation Transparency International. Avec un score de 20 points, Haïti, deuxième pays le plus corrompu de la région Caraïbes et Amérique Latine après le Venezuela (168), est classée au 161^e rang sur 180 pays et territoires. L'année dernière Haïti occupait, avec 22 points, le 157^e rang dans ce classement, alors qu'en 2016 elle était placée à la 159^e place avec 20 points. Au 129^e rang, la République Dominicaine a progressé de 6 places. L'incapacité chronique de la plupart des pays à contrôler efficacement la corruption contribue à la crise de la démocratie dans le monde, souligne le rapport de Transparency International. Elle appelle tous les gouvernements à renforcer les institutions, chargées de maintenir l'équilibre des pouvoirs, pour progresser réellement dans la lutte contre la corruption et consolider la démocratie dans le monde. Comblent les écarts au niveau de la mise en œuvre de la législation, des pratiques et de l'application des normes destinées à la lutte contre la corruption, soutenir les organisations de la société civile et assurer un suivi des dépenses publiques, en particulier au niveau

local, figurent parmi les recommandations de l'organisation. En s'appuyant sur 13 enquêtes et évaluations d'experts, l'IPC 2018 mesure le degré perçu de corruption du secteur public dans 180 pays et territoires, en attribuant à chacun un score allant de zéro (fortement corrompu) à 100 (très peu corrompu). En relation avec le dossier corruption, diverses organisations et personnalités projettent d'organiser une manifestation le 7 février, pour exiger la tenue du procès PetroCaribe. Deux rapports du parlement pointent du doigt de hauts dignitaires de l'Etat, dont des premiers ministres, ainsi que d'anciens ministres, d'anciens directeurs généraux et des responsables d'entreprises de BTP, dans la dilapidation présumée de plusieurs milliards de dollars américains du programme PetroCaribe. Dénoncer la situation de misère, de chômage et d'insécurité, qui sévit dans le pays, réclamer le départ du pouvoir en place, en vue d'amorcer une réforme du système judiciaire et de pouvoir aboutir au procès PetroCaribe font partie des revendications souligne Mackenson St-Louis. Il est membre d'un comité de pilotage chargé d'organiser la mobilisation du 7 février. « Le système judiciaire est corrompu. La justice ne peut pas être garantie avec des mafias », affirme-t-il.

>> Alerte sur la dégradation de la situation socio-économique d'Haïti

Diverses voix s'inquiètent de la dégradation accélérée de la situation socioéconomique en Haïti, en ce début d'année. « La situation est intenable. Nous ne faisons que survivre. Jusqu'où irons-nous avec la vie de plus en plus chère et une nette dépréciation de la monnaie nationale, la gourde, face au dollar américain » ?, se demandent-elles. Ces dernières semaines, tous les prix des biens, surtout essentiels à la consommation, continuent de

grimper, à des niveaux jamais atteints auparavant. Même le pain connaît depuis 2 mois, une hausse de plus de 10%. « Le financement monétaire, par la Banque de la république d'Haïti (BRH), du déficit budgétaire du gouvernement, consécutif à un déficit de plus de 10 milliards de gourdes pour le seul premier trimestre de l'exercice 2018-2019, est un poison mortel pour la gourde », critique l'économiste Eddy Labossière, dans un tweet sur

son compte Facebook. Le taux de change sera bientôt de 140 gourdes pour un dollar, prévient-il. La gourde continue de se déprécier. Elle s'échange actuellement à 82 gourdes pour 1 dollar, alors qu'en janvier 2017, il en fallait 64. Par rapport à la conjoncture actuelle, l'économiste Labossière anticipe un départ précipité du président Jovenel Moïse, sous l'influence de la colère populaire, ou une répression sauvage. Il appelle le pouvoir en place à prendre des mesures urgentes, pendant qu'il est encore temps. Parmi ces dispositions, il conviendrait, selon lui, de déclarer le pays en état d'urgence économique et de suspendre la jouissance de certains droits économiques par les autorités étatiques. Il faut ensuite réduire les

dépenses de l'Etat de 30% et mettre en place une stratégie des finances publiques, appelée " cash Management ", pour s'assurer que les dépenses publiques se fassent en fonction des rentrées financières. Eddy Labossière recommande également de ramener le déficit budgétaire à zéro, en attendant la relance de la production nationale, et de rétablir la BRH dans ses droits, à savoir comme seule gestionnaire du taux de la monnaie nationale. Il propose de créer, au sein de la BRH, une task-force, qui serait composée du conseil de la Banque, des économistes de la société civile et de la diaspora, pour gérer, au jour le jour, le prix de la gourde par rapport au dollar américain.

>> **Insécurité : Sept policiers tués en moins d'un mois, selon la PNH**

7 policiers ont été tués, dont 6 par balles, du 1er au 28 janvier, selon un décompte de la Police Nationale d'Haïti. Dans la nuit du lundi 28 janvier, le policier Claude Barthélemy César a été tué par balles, par une patrouille de la Brigade d'Opération et d'Intervention (BOID). Il aurait tenté de rançonner un chauffeur, qui aurait appelé une patrouille de l'unité BOID à l'aide, d'après les précisions de la PNH. Un complice de la victime, qui tentait de s'enfuir, a été également appréhendé. Le 25 janvier, un inspecteur de police, Vital Michel (48 ans), et un agent, Albate Sainton Galil (27 ans), ont été abattus par des individus armés, respectivement, au niveau de Delmas 16 et à Carrefour. Le 28 janvier, la police nationale a enregistré 3 policiers blessés, 3 véhicules incendiés et un commissariat endommagé, suite à un conflit terrien opposant deux familles à Montrouis (Artibonite). Le 22 janvier, un autre policier, Oldensky Julmiste, a été tué par balles et un

autre, Cazeau Brouliste, a été grièvement blessé au Champ de Mars (principale place publique de Port-au-Prince), par des individus armés, lors d'une dispute. En 2018, 27 policiers sont morts, dont une douzaine par balles, d'après un bilan de l'inspection générale de la PNH, le 11 janvier. Toutes les dispositions seront prises pour épurer la Police Nationale d'Haïti, en mettant à l'écart les mauvaises graines. Un avis de recherche sera lancé très prochainement contre les ripoux au sein de l'institution, déclare le porte-parole adjoint de l'institution, Gary Desrosiers. Des policiers impliqués dans des actes d'assassinats sont aujourd'hui en cavale, dénonce la PNH, qui dit n'entendre tolérer aucun mauvais agent en son sein. Elle compte même faire appel à des instances œuvrant dans les droits humains pour superviser son travail.

>> **Plaidoyer du REPT en faveur d'une éducation « de qualité, inclusive et équitable »**

Haïti fait partie des pays qui dépensent le moins en matière d'éducation, signale le Regroupement éducation pour toutes et tous (Rept), à l'occasion de la célébration, le 24 janvier, de la première journée internationale de l'éducation. Cette date a été proclamée « Journée internationale de l'éducation » par la résolution 73/25, adoptée en consensus par l'Assemblée générale des Nations Unies, le 3 décembre 2018. « Nous avons une corde de plus, dans nos arcs, pour faire avancer notre lutte pour la transformation du système éducatif en place »,

estime le REPT, en référence à cette journée internationale de l'éducation. Toutefois, le budget accordé au Ministère de l'éducation nationale et de la formation professionnelle (MENFP) montre comment le gouvernement haïtien ne va pas dans le sens des objectifs fixés pour parvenir à une éducation de qualité dans le pays. De 23,1 milliards de gourdes pour le dernier exercice fiscal, le montant alloué est passé à 19,9 milliards de gourdes dans le projet de budget pour l'exercice fiscal 2018-2019, soit une diminution de 13,7%.

A lire également :

- Politique : La présidence en Haïti aurait tenté d'entraver la tenue d'un forum sur la proposition d'un pacte de gouvernabilité (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article23997>);
- Politique : La Chambre des députés renvoie le projet de loi de finances 2018-2019 à l'Exécutif (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article23991>);
- L'Unnoh souhaite une allocation de 35% du budget national à l'éducation / Les activités scolaires paralysées depuis une semaine au Lycée Jacques Roumain de Gros Morne (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article23996>);
- La Banque mondiale souhaite une meilleure gouvernance du secteur eau potable et assainissement en Haïti (<http://www.alterpresse.org/spip.php?article24004>).